



# Le Bois International | L'officiel du bois Scierie, exploitation forestière | N° 17

Samedi 4 mai 2013 - 84<sup>e</sup> année

La prochaine édition  
du Bois International  
paraîtra le 18 mai

## Sommaire

07 MAI 2013



## S'informer

Le zoom de la rédaction

Scierie / Projet Erscia : la FNB écrit aux ministres ..... p. 4

Lignes express ..... p. 5

Agenda ..... p. 6

Gros plan

Centre d'études de l'économie du bois /

Premier Comité des utilisateurs du bois-énergie ..... p. 7

## Comprendre

Entreprises

Franche-Comté / Scierie Py : du conseil et des sciages sur mesure ..... p. 8

## Gérer

Le marché du bois

Aux ventes ONF / Hausse paradoxale à Champagne. .... p. 10

## S'équiper

Le Rendez-Vous de la Méca N°42

Rogneuses de souches ..... p. 11

Essais /

Rogneuse sur tracteur forestier pour arraser les souches avant reboisement ... p. 12

Un travail de castor pour une fraiseuse de souches sur pelle hydraulique. .... p. 15

Une rogneuse automotrice sur chenilles sur chantier d'entretien paysager ... p. 18

Inventaire /

D'autres modèles de rogneuses de souches disponibles sur le marché ..... p. 22

Le Journal des annonces du bois ..... p. 23

Renseignements commerciaux ..... p. 32

## Franc-parler

### Continuité

Dans le cadre du débat national sur la transition énergétique, qui doit conduire en octobre à la rédaction d'un projet de loi de programmation, une audition des représentants du groupe de contact des entreprises de l'énergie s'est déroulée le 25 avril.

Six acteurs membres de ce groupe de contact (1), dont la FNB, ont tenu à préciser qu'ils avaient une vision différente de la transition énergétique de celle présentée dans la synthèse du 10 avril dernier. Ils reprochent notamment au Gouvernement de ne pas conduire une politique qui soit à la hauteur des enjeux de cette transition énergétique. Rappelons que la France a un objectif européen contraignant de production d'énergie renouvelable fixé à 23% de sa consommation d'énergie à l'horizon 2020. Les six institutions réunies n'ont par ailleurs pas manqué de rappeler que le Président de la République avait aussi pour ambition de réduire la part d'électricité issue du nucléaire à 50% d'ici 2025.

Par conséquent, ils considèrent que la transition énergétique doit d'abord se traduire par une politique ambitieuse en matière de maîtrise de la consommation énergétique, par une augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique français, et plus généralement par un engagement vers une économie de bas carbone. L'enjeu est d'importance car l'énergie représenterait 14% en moyenne de la valeur ajoutée dans l'industrie et pourrait dépasser 50% pour certains secteurs, c'est pourquoi les six acteurs membres de ce groupe de contact en appellent à plus d'ambition car près de 235.000 emplois seraient à la clé à l'horizon 2020 et 632.000 d'ici 2030 d'après les scénarii les plus ambitieux (2). Dans ce contexte, la perspective par exemple de voir le taux de TVA sur le bois-énergie relevé à 10% au 1<sup>er</sup> janvier prochain constituera un frein au développement de son utilisation. Plutôt qu'une transition, les six acteurs membres du groupe de contact des entreprises de l'énergie demandent donc au Gouvernement d'inscrire son action dans la continuité des mesures prises dès 2009 pour relancer les énergies renouvelables en France, et en parallèle les économies d'énergie, en conduisant une politique créatrice d'emplois, porteuse de nouvelles technologies, et alliée à des modes de consommation énergétique raisonnés.

LBI

(1) FNB, AFPG, Amorce, ATEE, Énerplan et France énergie éolienne.  
(2) Source : négaWatt.